

Unité départementale du Rhône  
63 Avenue Roger Salengro  
69 100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **POURQUERY DMP**

93 boulevard du parc d'artillerie  
69007 LYON 07

Références : UD-R-CTESSP-22-254-CM

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement Pourquery implanté 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 LYON 07. L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de plaintes déposées par la Métropole de Lyon au sujet des rejets liquides et gazeux du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Pourquery
- 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 LYON 07
- Code AIOT dans GUN : 006113275
- Régime : A
- Statut Seveso : Non seveso
- IED - MTD

L'établissement exploité par la société POURQUERY DMP appartient au groupe POURQUERY. Exercées depuis plus de 15 ans, les activités consistent en l'affinage des métaux non ferreux se caractérisant par les opérations suivantes :

- analyse des métaux non ferreux ;
- préparation des produits aux analyses, à la fonte et à l'affinage (broyage et oxydation thermique) ;
- fonte de métaux non ferreux ;
- affinage chimique et électrolytique de métaux non ferreux.

Les activités exercées par DMP POURQUERY sont autorisées au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018. Elles relèvent des rubriques et régimes suivants au titre des ICPE :

- 3250-a (transformation des métaux non ferreux) -> Autorisation ;
- 2515-1 (installation de broyage, concassage, criblage...) -> Déclaration.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques chroniques – Rejets dans l'air
- Risques chroniques – Rejets dans l'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon détaillée pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion des eaux	AP du 30/03/2018, article 1.6.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Plan des réseaux	AP du 30/03/2018, article 4.3.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Etanchéité des réseaux	AP du 30/03/2018, article 4.3.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Consommation d'eau	AP du 30/03/2018, article 4.2.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Valeur de rejet	AP du 30/03/2018, article 4.4.9.2	Lettre de suite préfectorale	1 et 3 mois
6	Modalités de surveillance	AM du 2/02/1998, article 58.II	Lettre de suite préfectorale	Prochain rejet au réseau
7	Mesures de recalage	AP du 30/03/2018, article 10.1.1	Lettre de suite préfectorale	Prochain recalage de 2023
8	Incident	AP du 30/03/2018, article 2.5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Bon fonctionnement des installations	AP du 30/03/2018, article 3.1.1	Lettre de suite préfectorale	3, 3 et 2mois
10	Analyse des rejets gazeux	AP du 30/03/2018, article 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 et 3 mois
11	Rétention	AP du 30/03/2018, article 8.4.1	Lettre de suite préfectorale	2, 2 et 6 mois
12	Incendie	AM du 4/10/2010, article 47	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Captation des émissions	AP du 30/03/2018, article 3.1.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
14	Gestion des stockage	AP du 30/03/2018, article 2.1.1	Lettre de suite préfectorale	4 mois
15	Ballon obturateur	AP du 30/03/2018, article 8.4.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater de nombreuses non conformités tant dans le domaine des rejets eau (non conformités des rejets, non conformités sur le programme de surveillance, non conformité sur le recalage..) que air (absence d'analyse pour 2022, non conformité des rejets, manque de suivi des installations de traitement des rejets...). L'inspection note toutefois que l'exploitant a engagé des actions qu'il convient de poursuivre.

L'exploitant doit engager toutes les actions pour s'assurer de remettre ses installations au niveau.

## 2-4) Fiches de constats

### 1 – Nom du point de contrôle : Gestion des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 1.2.4, 1.6.1. et 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - eau
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.2.4. Pour le traitement de ses rejets liquides, la société POURQUERY DMP dispose d'une installation de traitement (précipitation métallique puis neutralisation à la soude).  1.6.1. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.  4.4.1. L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,</li><li>• les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site.</li><li>• les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées</li><li>• les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) collectées au niveau de la cour intérieure</li></ul>
<b>Constats :</b> En préambule, l'exploitant a indiqué que la famille Pourquery exploite : <ul style="list-style-type: none"><li>• un laboratoire de mécanique situé de l'autre côté de la rue par rapport au site de DMP et que celui-ci ne générerait pas de rejet ;</li><li>• un laboratoire dit laboratoire « Pourquery » qui réalise des analyses et des essais chimiques pour le compte du laboratoire de mécanique précité. Ce laboratoire est situé dans le même bâtiment que le site DMP et donne sur la cour intérieure du site de DMP. La personne en charge de ce laboratoire qui a été rencontrée lors de l'inspection a indiqué que les effluents générés par le laboratoire sont traités en tant que déchets et ne sont pas rejetés au réseau, cette consigne ayant été donnée il y a quelques années ;</li><li>• un laboratoire de chimie situé au sein du site de DMP nécessaire au fonctionnement du site DMP car permettant de caractériser les matières entrantes. Ce laboratoire génère des effluents qui sont traités par DMP.</li></ul> L'exploitant a également précisé que les rejets qu'il traite dans sa station interne de traitement sont constitués : <ul style="list-style-type: none"><li>• des effluents de la zone d'affinage</li><li>• des effluents du laboratoire de chimie du site de DMP.</li><li>• une partie des effluents du laboratoire de Pourquery conditionnés dans des bidons</li></ul> L'exploitant a indiqué que le traitement des effluents se déroule selon les étapes suivantes : une neutralisation suivie d'une floculation et d'une filtration presse et enfin un passage dans une résine constituée de membranes destinées à traiter les métaux.  L'exploitant a par ailleurs précisé que tous ses effluents (process – sanitaires - pluviales) se rejoignent au niveau d'un point de rejet dénommé n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b>Demande :</b> L'exploitant intégrera dans son dossier à connaissance (cf constat 5) le fait que les effluents du laboratoire de Pourquery sont traités dans la station de traitement interne de DMP, le dossier d'autorisation initial n'étant pas suffisamment précis sur ce point.
<b>Délai :</b> 3 mois

## 2– Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan des réseaux. Il pense en disposer un mais sans aucune certitude. L'inspection a rappelé que celui-ci doit concerner les réseaux d'eau pluviales, sanitaires, process, doit être daté, comporter une légende et doit faire notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> Post inspection, l'exploitant a transmis un plan des réseaux datant de juillet 1982. L'inspection note que sur celui-ci, ne figurent pas tous les éléments exigés et précités (ex les points de rejets n°1 et 2, la distinction entre eaux pluviales, eaux sanitaires, eaux de process n'apparaît pas, ni le ballon obturateur..). Celui-ci nécessite d'être mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit transmettre un plan des réseaux mis à jour, sous 3 mois.
<b>Délai :</b> 3 mois

## 3 – Nom du point de contrôle : Étanchéité des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 4.3.3, 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - eau
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.3.3. - Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.  4.3.4. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

<p>4.4.7. Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait demandé à l'exploitant de réaliser une vérification de l'étanchéité de son réseau.</p> <p>En réponse, l'exploitant a transmis le rapport de Technicana daté de mai 2022 concernant l'inspection des réseaux, menée le 5/04/2022 et faisant état de non étanchéité du réseau sur les secteurs R2-R1, R2-R3, R3-R4, R4-R5.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté la commande qu'il a passée pour faire réaliser le rechemisage des portions de canalisations non étanches, l'intervention étant prévue les 7, 8 et 9 novembre prochain.</p> <p>L'inspection a noté en examinant cette commande que les portions prévues d'être réparées correspondent bien aux zones identifiées comme non étanches dans le rapport de mai 2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué par ailleurs ne pas avoir prévu de périodicité de vérification de l'état des réseaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale</p>
<p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit intégrer, sous 2 mois, à son système de GMAO ou équivalent le contrôle du bon état des canalisations et de son étanchéité à une fréquence qu'il juge appropriée.</p>
<p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit faire réaliser les travaux d'étanchéification, sous 2 mois au plus tard ; il transmettra le rapport de fin d'intervention associé.</p>
<p><b>Délai :</b> 2 mois</p>

#### 4 – Nom du point de contrôle : Consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risque chronique - eau</p>
<p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : réseau public AEP</p> <p>Prélèvement maximal annuel : 1 000 m<sup>3</sup></p> <p>Usage associé : Alimentation des cuves d'affinage</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'inspection a constaté, au vu des données GEREP, que l'exploitant avait consommé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2020 : 2246m<sup>3</sup></li> <li>• 2021 : 2768m<sup>3</sup></li> </ul> <p>alors que l'arrêté préfectoral prévoit une limite à 1000m<sup>3</sup>/an.</p> <p>L'exploitant a expliqué que son projet de modernisation de traitement devrait réduire sa consommation d'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale</p>
<p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant prendra les dispositions pour soit réduire sa consommation sous le seuil de 1000m<sup>3</sup>/an, soit déposer un rapport à la connaissance pour demander une valeur limite différente, sous 3 mois.</p>
<p><b>Délai :</b> 3 mois</p>

## 5 – Nom du point de contrôle : Valeur limite de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 4.4.9.2 et 1.6.1	
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - eau	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires interne à l'établissement qui comprend la totalité des eaux industrielles dans le point de rejet n° 2, les volumes et valeurs limites en concentration ci-dessous définis.</p> <p>Volume maximal journalier : 4m3/j  moyenne mensuelle du débit journalier : 1m3/j</p> <p>DBO5 800  DCO 2000  MES 600  NTK 150  Phosphore total 50  Ag 0,6  Cr 0,2  Cr6 0,1  As 0,1  Cd 0,025  Cu 0,2  Ni 0,2  Pb 0,2  Zn 0,4  Cyanures 0,1  AOX 1  Ion Fluorure 15</p> <p>1.6.1. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>En examinant GIDAF, l'inspection a constaté que l'exploitant ne respectait pas ses valeurs limites de rejets pour certains paramètres et notamment l'argent et le cuivre.</p> <p>Dans la mesure où la Métropole de Lyon a également fait ce constat, celle-ci a demandé à DMP de stopper ses rejets dans le réseau. Dans ce contexte, l'exploitant a donc dû déconnecter ses effluents du réseau, a mis en place une cuve de stockage de 9000 litres pour y stocker ses effluents avant de les faire traiter en tant que déchets par la société Serfim avec laquelle il a été établi un contrat.</p> <p>L'exploitant a indiqué que cette situation est temporaire et a précisé avoir engagé courant mai 2022 une étude de modernisation de ses installations d'affinage (installations de lavage des effluents gazeux comprises) ainsi que de la station de traitement des eaux dans le but notamment de se mettre en conformité en termes de rejets. L'exploitant a par ailleurs souligné que parmi les solutions étudiées pour améliorer le traitement, un système d'évapo-concentration qui est envisagé. Il est prévu que une mise en place au 1<sup>er</sup> semestre 2023.</p> <p>L'exploitant a présenté les commandes passées avec Serfim pour le traitement de ses effluents des 10/09, 6/10 et 12/10. Il a notamment présenté le BSD n°2022-20811 du 12/08/2022 (BSD élaboré à partir de Trackdéchets). Il ressort de l'examen de ce BSD que les déchets récupérés correspondent à un liquide classé 190211* pour un volume de 8 tonnes.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le rejet était bien déconnecté du point de rejet N°1. Toutefois, compte tenu de la configuration des lieux et de l'emplacement du point de rejet N°1 à quelques centimètres du sol, l'inspection note qu'un déversement accidentel</p>	

de produits liquides dans la zone pourrait conduire à un rejet accidentel au réseau au niveau du rejet n°1. L'inspection a par ailleurs noté l'existence du réservoir de 9000 litres localisé à l'extérieur du bâtiment permettant de stocker les effluents avant récupération par Serfim.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit boucher le point de rejet pour éviter toute pollution, sous 1 mois.
<b><u>Observation:</u></b> Dans la mesure où l'exploitant ne rejette plus au réseau, l'inspection ne propose pas de suite administrative. Toutefois, lorsque l'exploitant reconnectera ses rejets au réseau, il devra respecter les valeurs limites de rejet.
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant transmettra par ailleurs, sous 3 mois, un rapport à connaissance pour présenter les modifications qu'il compte apporter à ses installations ainsi que leurs impacts sur l'eau, l'air, les déchets, les risques...
<b>Délai :</b> selon délais précités

## 6 – Nom du point de contrôle : Modalités de prélèvements et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 2/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser des analyses mensuelles de ses rejets ; celles-ci sont faites par le</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le laboratoire Pourquery pour les paramètres : argent/arsenic/cadmium/chrome/cuivre/nickel/phosphore/plomb/zinc/MES/CrVI/mercure</li> <li>Eurofins pour les paramètres : azote nitrique, nitrates, fluorure, DBO5, DCO, NO2, azote kjeldahl, azote global, AOX, cyanure, hydrocarbure</li> </ul> <p>Il a présenté les résultats du mois de juin 2022 (avant l'arrêt des envois des effluents en déchets) et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport d'analyses du 20/06/2022 d'Eurofins pour un prélèvement le 17 juin</li> <li>le rapport d'analyses du 30/08/2022 du Laboratoire Pourquery pour un prélèvement le 17</li> </ul>



juin

L'inspection a noté que :

- les valeurs limites des paramètres argent/cuivre ne sont pas respectées avec des dépassements très significatifs (23mg/l pour 0,6mg/l en argent et 20mg/l pour 0,2mg/l pour le Cu )
- la température des effluents peut être supérieure à 30°C
- certaines limites de quantification utilisées par le laboratoire Pourquery (As, Cd, Ni, Pb, Zn, CrVI), sont supérieures aux valeurs seuils de l'arrêté préfectoral sachant par ailleurs que le [guide de mise en œuvre des opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans l'eau](#) (applicable au site) précise que les LQ à atteindre pour ses substances doivent être de 5 µg/L sauf pour le cadmium où elle est de 1 µg/L et le Pb de 2µg/l ;

L'inspection rappelle de plus que le programme de surveillance des rejets doit s'appuyer sur le [guide de mise en œuvre des opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans l'eau](#) de février 2018 édité par le ministère de l'écologie et mis à jour en février 2022 pour s'assurer que ses opérations d'échantillonnage et d'analyse sont conformes à l'attendu. Les méthodes et préconisations de ce guide sont citées à l'article 58.II de l'AM 02.02.98. En particulier, dans le cas où l'exploitant réalise lui-même les opérations d'échantillonnage, il doit disposer de procédures et d'un certains nombres de document tenus à disposition de l'inspection (cf point 1.1.1 du guide : plan de localisation des divers points de rejet, schéma des installations de traitement, descriptif du mode d'échantillonnage, etc ). Le guide définit ainsi un cahier des charges à respecter pour les opérations d'échantillonnage et d'analyse dans le cadre de l'autosurveillance avec :

- des exigences sur les **compétences des organismes et prestataires** pratiquant les opérations d'échantillonnage et d'analyse (accréditation et agrément)
- des exigences sur les **performances analytiques** (LQ)
- des exigences sur les **pratiques de prélèvement**
- des recommandations pour **l'analyse de certaines substances** et pour **l'analyse des effluents chargés** (> 250mg/l)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre préfectorale

**Demande :** L'exploitant doit avoir pris, au plus tard au redémarrage de l'envoi des effluents au réseau, toutes les dispositions pour que le(s) laboratoire(s) en charge des analyses dispose(nt) de méthodes de prélèvement et d'analyses répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 et de son guide d'application (LQ basses, procédures, pratiques de prélèvement....)

**Demande :** L'exploitant doit avoir pris, au plus tard au redémarrage de l'envoi des effluents au réseau, toutes les dispositions pour respecter les valeurs de rejet prévus dans l'arrêté préfectoral.

**Délai :** Pour le redémarrage des envois des effluents au réseau

## 7 – Nom du point de contrôle : Mesures de recalage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 10.1.1

**Thème(s) :** Risque chronique - eau

**Prescription contrôlée :**

10.1.2. Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'Inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

10.2.3. Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 sont réalisées chaque semestre sur ces mêmes paramètres.
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré réaliser des recalages de ses analyses tous les 6 mois. Il a présenté à cet effet le rapport de Socotec des 23 et 24 avril 2022 (pour le 1<sup>er</sup> semestre).</p> <p>Toutefois, l'inspection a constaté que les paramètres argent et le chrome 6 ne figurent pas dans les paramètres analysés de Socotec alors même que ces paramètres sont analysés par le laboratoire de chimie de DMP qui n'est pas agréé.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle à ce titre que l'exigence de l'AM du 2/2/98 est que ces contrôles soient effectués par un <b>préleveur accrédité</b> et à un <b>laboratoire agréé pour les contrôles externes de recalage</b> sachant que le préleveur doit être accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "eaux résiduelles" en vue d'analyse physico-chimique selon la norme FDT-90-532-2 ; ce qui ne semble pas être le cas de SOCOTEC ou en tout cas, ce n'est pas mentionné dans leur rapport de mesure.</p> <p>Concernant le laboratoire d'analyse, il doit être agréé selon la réglementation en vigueur sur la matrice "eaux résiduelles" et pour chaque substance à analyser, lorsque cet agrément existe. A priori, Eurofins Centre Est utilisé par SOCOTEC semble ne pas être agréé pour toutes les substances réalisées, notamment les métaux.</p> <p>L'inspection souligne que pour 2022, dans la mesure où un contrôle inopiné a été réalisé par un laboratoire agréé, elle considère que le recalage a été fait conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel précité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour l'année 2023 pour mettre en place, pour les paramètres analysés par un laboratoire non agréé, des contrôles de recalage conformes à l'arrêté préfectoral du 2/02/1998 (et précisées dans le point 1.2 du guide).</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit s'assurer d'intégrer au recalage tous les paramètres de l'arrêté préfectoral nécessaires.</p> <p><b><u>Observation :</u></b> l'exploitant pourra utilement intégrer à Gidaf ces rapports de recalage en 2023</p>
<b>Délai :</b> Lors du prochain recalage de 2023

## 8 – Nom du point de contrôle : Incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - air
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> La métropole de Lyon a informé l'inspection d'un rejet de fumée jaune survenu à DMP en janvier 2022.</p>

L'inspection a rappelé que l'exploitant doit informer rapidement de tout incident, accident ou pollution ; ce qu'il n'a pas fait dans le cas présent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit transmettre, sous 2 mois, un compte rendu d'incident en intégrant notamment les causes identifiées et les actions à mettre en place à court terme et à moyen terme pour éviter qu'un tel évènement ne se reproduise.
<b>Délai :</b> 2 mois

## 9 – Nom du point de contrôle : Rejet gazeux et système de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1.1. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,</li> <li>• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.</li> </ul> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>3.1.2. Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les rejets gazeux de la zone d'affinage sont traités par 3 tours de lavage positionnées en série et que c'est une pièce de la pompe permettant d'alimenter en eau la tour qui s'était cassée, conduisant à ces fumées. L'exploitant a indiqué que les tours de lavage fonctionnent en continu tandis que les rejets atmosphériques se font pas batch.</p> <p>L'exploitant a souligné avoir mis environ une semaine pour détecter cet incident.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place suite à cet incident une pompe de secours au niveau des tours de lavage et une ronde pour vérifier le bon fonctionnement des installations, sans toutefois la tracer.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit mettre en place, sous 3 mois, des actions pour s'assurer du bon fonctionnement de ses installations de traitement des rejets gazeux.
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit mettre en place, sous 3 mois, des actions lui permettant au plus tôt d'identifier un dysfonctionnement de ses installations et de prendre les mesures appropriées.
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit tracer, sous 2 mois les actions qui permettent de vérifier le bon

<b>fonctionnement des installations de traitement (notamment vérification de la delta P).</b>
<b>Délai : selon délais précités</b>

## 10 – Nom du point de contrôle : Analyse des rejets gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.3 et 10.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.2.3. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Article 10.2.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées</p> <p>L'exploitant fait réaliser chaque année une analyse de ses émissions atmosphériques sur les paramètres et les exutoires visés ci-dessous :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser des analyses annuellement de ses rejets gazeux. Il a à ce titre présenté le compte rendu d'analyse des 26 et 27 mai 2021 des rejets. L'inspection a noté que ces analyses concernent bien les 3 conduits de rejet gazeux identifiés dans l'arrêté préfectoral et l'existence de non-conformités pour chacun des conduits de rejet (tour de lavage, et conduits des 2 fours).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il a depuis modifié la fréquence de changement des cartouches des filtres associés aux fours en la réduisant à 1,5 fois par an ; ce qui devrait réduire ou supprimer les non-conformités. L'inspection a constaté que la cartouche a été changée en juin 2021 et le prochain changement est prévu en novembre.</p> <p>Concernant les tours de lavage, l'exploitant indique que le projet de modernisation a également pour objet de rendre les effluents conformes.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les analyses de 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit réaliser les analyses de ses rejets gazeux sous 1 mois. Un projet de mise en demeure est rédigé en ce sens.</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit prendre les dispositions pour rendre ses rejets conformes sous 3 mois pour les conduits de fours et 6 mois pour le lavage . Un projet de mise en demeure est rédigé en ce sens.</p>
<b>Délai : 1 mois et 3 mois</b>

## 11 – Nom du point de contrôle : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p>

<p>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,  - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>II. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• certains liquides dangereux n'étaient pas localisés sur des rétentions adaptées notamment en terme de volume</li> <li>• des bidons d'acide et de base étaient stockés sur des mêmes rétentions ou dans des conditions pouvant conduire à des incompatibilités.</li> <li>• des bidons de différents produits (matière premières et effluents) n'appartenant pas à DMP mais au laboratoire Pourquoiery étaient stockés dans la cour de DMP. La personne en charge du laboratoire Pourquoiery a indiqué que les bidons de matières premières seront rapatriés sous 6 mois et stockés dans des armoires spécifiques dans le laboratoire Pourquoiery</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit mettre sur des rétentions adaptées ces produits liquides dangereux sous 2 mois.</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit modifier ses conditions de stockages pour ne pas stocker ces produits incompatibles dans des rétentions communes, sous 2 mois.</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit faire évacuer les produits du Laboratoire de Pourquoiery et dans le cas où ils seront maintenus stockés, ils devront être portés à connaissance dans le cadre du porter à connaissance, notamment en termes de dangers sous 6 mois.</p>
<b>Délai :</b> selon délais précités

## 12 – Nom du point de contrôle : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence de cartons dans la zone des fours.</li> <li>• la présence de fûts métalliques vides en extérieur</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit évacuer ses cartons pour limiter le risque incendie, sous 2 mois.
<b>Délai :</b> 2 mois

### 13 – Nom du point de contrôle : Captation des émissions gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté dans la zone des fours que la captation des fumées n'était pas optimale au niveau d'un des fours électriques. L'exploitant a indiqué à ce sujet qu'une étude avait déjà été lancée avec la société Atanor.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit prendre les dispositions adaptées pour améliorer la captation des fumées dans un délai de 6 mois.
<b>Délai :</b> 6 mois

### 14 – Nom du point de contrôle : Gestion des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - gestion
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté un nombre important de cuves d'acide sur le site pouvant générer des risques d'incendie, de pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit prendre des dispositions pour améliorer la gestion de stockage des effluents à traiter et ainsi en réduire le volume, sous 3 mois.
<b>Délai :</b> 3 mois

### 15 – Nom du point de contrôle : Ballon obturateur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risque chronique - gestion
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour assurer le confinement, l'exploitant met en place un obturateur automatique en amont immédiat du point de rejet n° 1 et des barrières amovibles au droit des accès de plain-pied au

niveau des ateliers (fonderie et zone d'affinage n° 1 ; zone d'affinage n° 2) et de la cour du bâtiment.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bouton d'enclenchement du ballon d'obturateur était situé à proximité du point de rejet général. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser en heure hors ouvrée comment le déclenchement était envisagé (pompiers ou autres).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b><u>Demande :</u></b> l'exploitant s'assure que le déclenchement du ballon obturateur est prévu en dehors des heures ouvrées sous 2 mois.
<b>Délai :</b> 2 mois